

Communiqué de presse :

Contre les suppressions d'emploi à la DIRECCTE Grand-Est les organisations syndicales CNT – CGT – FO – SOLIDAIRES – UNSA – SNUTEFE FSU et CFDT appellent à un rassemblement le 12 janvier 2017 à 11 h 30 dans la cour de la DIRECCTE

Un nouveau plan social massif décidé nationalement par le Ministère du travail et décliné localement s'attaque aux services de l'Inspection du travail et de la Direccte GRAND EST !

26 postes d'Inspecteurs et de Contrôleurs du travail soit 13 % des effectifs actuels (212 postes d'Inspecteurs et contrôleurs aujourd'hui en section d'Inspection –c'est-à-dire sur le terrain- contre 186 demain !) sont menacés de suppression en 2017 !

Demain, ce sera encore plus de zones de non droit du travail sur tout le territoire régional ! Encore moins de possibilités pour les salarié-es d'accéder à un service public de renseignement en droit du travail, encore moins de possibilité de faire respecter la réglementation du travail ! Encore moins de services publics avec en sus des 26 postes supprimés, **24 autres postes supprimés au sein des services dits « supports » ou « emplois »** de la Direccte GRAND EST.

L'Assemblée Générale du personnel de la DIRECCTE ex-Alsace avec leurs organisations syndicales du 15 décembre a décidé d'organiser un rassemblement le 12 janvier 2017 à 11 h 30 dans la cour d'honneur de la DIRECCTE 6 rue Gustave Adolph Hirn pour obtenir :

- L'arrêt des suppressions de postes ! Tous les postes doivent être mis à la vacance nationale ! Il faut augmenter le nombre de recrutements statutaires pour les pourvoir ! Tous les postes doivent être pourvus !
- Le versement à parts égales de la totalité du reliquat de prime quelle que soit la catégorie et l'arrêt du RIFSEEP qui sont des politiques de division des agents !

